



## CHAPITRE 71

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

[Sanctionnée le 1er juin 1945]

Préambule.

**A**TTE<sup>NDU</sup> que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts autorisés.

**1.** La cité de Québec est autorisée à emprunter annuellement, pendant une période de trois ans, les sommes suivantes, subordonnément à l'approbation de la Commission municipale de Québec:

- a) cent mille dollars, pour la construction de pavages permanents;
- b) cinquante mille dollars pour la réfection de la couche de surface des pavages.

Idem.

**2.** La cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes, subordonnément à l'approbation de la Commission municipale de Québec:

- a) soixante-quinze mille dollars, pour le pavage en asphalte du Chemin de la Canardière;
- b) cinquante mille dollars, pour l'achat et l'installation de signaux lumineux.

Émission d'obligations.

**3.** Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, sur résolution de son

## CHAPTER 71

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Assented to, the 1st of June 1945]

**W**HEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The city of Quebec is authorized to borrow annually, during a period of three years, the following amounts, dependent upon the approval of the Quebec Municipal Commission:

- a. One hundred thousand dollars for the construction of permanent paving;
- b. Fifty thousand dollars for resurfacing pavements.

**2.** The city of Quebec is authorized to borrow the following amounts, dependent upon the approval of the Quebec Municipal Commission:

- a. Seventy-five thousand dollars for the asphalt paving of Canardière road;
- b. Fifty thousand dollars for the purchase and installation of luminous signals.

**3.** For the purposes authorized above, the city may, by resolution of its council,

conseil, des obligations portant un intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an payable semi annuellement, remboursables par séries dans une période ne dépassant pas vingt ans.

issue bonds, bearing interest at a rate not exceeding four per cent per annum, payable half-yearly, repayable by series within a period not exceeding twenty years.

1929, c.  
95, a. 14,  
remp.

Composi-  
tion du  
Conseil.

**4.** L'article 14 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"**14.** A compter des élections générales d'octobre 1944 le conseil de ville sera composé du maire et de treize échevins, dont deux par quartier, moins le quartier St-Sauveur qui sera représenté par trois échevins, qui resteront en fonction pendant trois ans ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs en office.

Quartier  
St-Sau-  
veur.

Le troisième échevin du quartier St-Sauveur sera élu par les électeurs inscrits sur la liste pour l'élection de l'échevin dont le siège est désigné par le numéro 2, et ses qualités seront celles prescrites pour le siège numéro 2."

**4.** Section 14 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 14, replaced.

"**14.** From and after the general elections of October, 1944, the city council shall consist of the mayor and thirteen aldermen, two per ward (with the exception of St. Sauveur ward, which shall be represented by three aldermen), who shall remain in office for three years, or until the election of their successors in office.

Council.

The third alderman of St. Sauveur St. Sau- ward shall be elected by the electors veur whose names are on the list for the elec- Ward. tion of an alderman whose seat is design- ated by the number 2, and his qualifi- cation shall be that prescribed for the seat number 2."

1929, c.  
95, a. 15,  
remp.

Élection  
du maire.

**5.** L'article 15 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"**15.** A compter des élections générales d'octobre 1944, le maire sera élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté. Il est le premier magistrat de la cité. Il la représente en toutes fonctions honorifiques. Son indemnité est de huit mille dollars par année dont trois mille dollars pour payer partie des dépenses inhérentes à sa charge, en sus des frais de voyage ou de représentation."

Indemni-  
té.

**5.** Section 15 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 15, replaced.

"**15.** From and after the general elections of October, 1944, the mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted. He shall be chief magistrate of the city and shall represent it on all state occasions. His remuneration shall be eight thousand dollars per annum, of which three thousand dollars shall be to pay a portion of the expenses inherent in his office, in addition to travelling expenses and the cost of official entertainment."

Remune-  
ration.

1929, c.  
95, a. 16,  
remp.

Indemni-  
té des  
échevins.

**6.** L'article 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"**16.** Chaque échevin reçoit, comme indemnité, à même les fonds de la cité, une somme annuelle de deux mille dollars, dont cinq cents dollars pour payer partie des dépenses inhérentes à sa charge, en sus des frais de voyage ou de représentation."

**6.** Section 16 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 16, replaced.

"**16.** Each alderman shall receive, as indemnity, out of the city funds, a sum of two thousand dollars per annum, of which five hundred dollars shall be to pay a portion of the expenses inherent in his office, in addition to travelling expenses and the cost of official entertainment."

Alder-  
man's in-  
demnity.

1929, c.  
95, a. 194,  
remp.

**7.** L'article 194 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

**7.** Section 194 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 194, replaced.

**Bureau de cotisation.** "194. 1. Le chef cotiseur et les cotiseurs seront nommés par un bureau spécial appelé "Le Bureau de cotisation" et composé du maire, du recorder et d'un membre du comité administratif nommé à cette fin par le conseil. Ils resteront en fonction durant bon plaisir. Le bureau devra respecter les dispositions de l'article 27 de la loi 32 Victoria, chapitre 16.

**Service des cotiseurs.** 2. Le chef cotiseur et les cotiseurs composent le Service des cotiseurs. Le chef a les mêmes responsabilités et la même autorité qu'un chef de service.

**Chef intérimaire.** 3. Dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir, pour cause de maladie ou pour toute autre cause, le Bureau de cotisation pourra nommer un chef intérimaire.

**Partage du travail.** 4. Le chef cotiseur détermine comment les cotiseurs doivent se partager le travail, toujours en respectant les dispositions de l'article 27 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et prescrit de quelle façon ce travail doit être exécuté.

**Juridiction du chef cotiseur.** 5. Les cotiseurs sont entièrement soumis à la juridiction du chef cotiseur quant aux devoirs qu'ils ont à remplir, à leurs heures de travail et à toute autre règle d'administration interne qu'il plaira au chef de leur imposer.

**Devoirs.** 6. Les cotiseurs sont tenus de remplir les devoirs qui leur sont imposés par la présente charte."

1929, c. 95, a. 196, ab. **8.** L'article 196 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

Id., a. 200, remp. **9.** L'article 200 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 41 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

**Rôle d'évaluation.** "200. Tous les trois ans, les cotiseurs dressent pour chaque quartier de la cité un nouveau rôle d'évaluation pour tous les immeubles de tel quartier. Ce rôle doit être complété et déposé le ou avant le premier mars après avoir été signé par le chef cotiseur.

**Contenu.** Ce rôle et chacun des rôles supplémentaires mentionnés dans l'article 201 doivent contenir:

**"194. 1.** The chief assessor and assessors shall be appointed by a special board, called the Assessment Board, and consisting of the mayor, the recorder, and a member of the administrative committee appointed for such purpose by the council. They shall remain in office during pleasure. The Board shall comply with the provisions of section 27 of the act 32 Victoria, chapter 16.

2. The chief assessor and the assessors shall constitute the Assessors' Department. The chief assessor shall have the same responsibilities and the same authority as a head of a department.

3. In the case of absence or inability to act, by reason of sickness or for any other cause, the Assessment Board may appoint a temporary chief assessor.

4. The chief assessor shall determine how the work will be divided amongst the assessors, always conforming to the provisions of section 27 of the act 32 Victoria, chapter 16, and shall prescribe in what manner such work shall be done.

5. The assessors shall be under the exclusive jurisdiction of the chief assessor as to the duties which they are to fulfil as to their working hours and as to all other internal administration rules, which the chief assessor shall deem fit to impose on them.

6. The assessors shall be held to perform all the duties which are imposed upon them by this charter."

**8.** Section 196 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed.

**9.** Section 200 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 41, is again replaced by the following:

**"200.** Every three years, the assessors shall draw up, for each ward of the city, a new valuation roll for all the immoveables in such ward. Such roll must be completed and deposited on or before the 1st of March, after being signed by the chief assessor.

Such roll, and each of the supplementary rolls mentioned in section 201, shall contain:

Assessment Board.

Assessors' Department.

Temporary chief.

Division of work.

Jurisdiction of chief assessor.

Duties.

1929, c. 95, s. 196, repealed.

Id., s. 200, replaced.

Valuation rolls.

Contents.

1° Les noms et les numéros des rues où ces immeubles sont situés, ainsi que leurs numéros de cadastre, en faisant l'estimation de chaque lot séparément, excepté, cependant, lorsqu'un bâtiment est érigé sur plusieurs lots, ou lorsque plusieurs lots possédés par le même propriétaire ne forment qu'une seule et même exploitation; dans ce cas, le tout peut être estimé comme un seul lot;

2° Les nom, prénom et occupation des derniers propriétaires inscrits au bureau d'enregistrement et leur résidence actuelle, en autant qu'il est possible de s'en assurer. Dans le cas de succession, lorsque les héritiers ne sont pas connus d'après les registres du bureau d'enregistrement, le nom de l'auteur sera suffisant;

3° La valeur réelle desdits immeubles;

4° Les renseignements nécessaires pour la confection des rôles de la taxe scolaire;

5° Tout autre renseignement requis par le conseil ou le chef cotiseur."

1929,  
c. 95,  
a. 200a,  
aj.

**10.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 200 le suivant:

Disposi-  
tions tran-  
sitoires.

"**200a.** Nonobstant les dispositions ci-dessus, les estimations portées au rôle d'évaluation, complété et déposé le premier mars 1946, avec les modifications qui peuvent y être légalement apportées, constitueront le rôle d'évaluation qui doit être complété et déposé le premier mars des années 1947 et 1948.

Nouvelles  
estima-  
tions.

Cependant, si les bâtisses ou constructions érigées sur un immeuble porté au rôle précédent ont été changées ou modifiées, ou si un lot a été subdivisé ou resubdivisé, une nouvelle estimation de cette propriété sera faite suivant la loi et portée au rôle d'évaluation supplémentaire par les cotiseurs. Les entrées ainsi portées au rôle supplémentaire de chaque année seront reportées automatiquement au rôle régulier alors en vigueur.

Pouvoirs  
du bureau.

Sujets aux restrictions ou modifications édictées par le présent article, les pouvoirs conférés au Bureau de revision ne sont pas autrement modifiés."

1. The names and the numbers of the streets where such immoveables are situated, as well as their cadastral numbers, assessing each lot separately, except however, when a building is erected on more than one lot, or when several lots belonging to the same owner constitute a single undertaking; in such case the whole may be assessed as a single lot;

2. The surnames, Christian names and occupations of the last owners entered in the registry office and their actual residence, in so far as it is possible to establish it. In the case of successions, where the heirs are unknown according to the registers in the registry office, the name of the *auteur* shall be sufficient;

3. The real value of the said immoveables;

4. The information necessary to draw up the rolls for school taxes;

5. Such other information as is required by the council or the chief assessor."

**10.** The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 200 thereof, the following section:

1929,  
c. 95,  
s. 200a,  
added.

"**200a.** Notwithstanding the foregoing provisions, the assessments entered on the valuation roll completed and deposited on the 1st of March, 1946, with such changes as may legally be made thereto, shall constitute the valuation roll to be completed and deposited on the 1st of March in the years 1947 and 1948.

Nevertheless, if the buildings or constructions erected on an immovable entered on the preceding roll have been changed or altered, or if a lot has been subdivided or resubdivided, a new assessment of such property shall be made according to law and entered on the supplementary valuation roll by the assessors. The entries so made on the supplementary roll each year shall be automatically carried over to the regular roll then in force.

Subject to the restrictions or amendments enacted by this section, the powers conferred on the Board of Revision shall not otherwise be changed."

Transito-  
ry provi-  
sions.

New as-  
sessment.

Powers of  
Board.



1929, c. 95, a. 214, V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

Bureau de  
revision  
des éva-  
luations.

**11.** L'article 214 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

**"214. 1.** Il est, par la présente loi, créé un Bureau de revision des évaluations, qui se compose de trois membres, dont l'un est désigné comme président et un autre comme vice-président, nommés par le conseil sur rapport du comité administratif. Ces membres pourront être nommés pour le temps nécessaire, et leur traitement sera fixé par le conseil selon la procédure ordinaire, sauf quant au président qui n'aura droit à aucune indemnité.

Président,  
etc.

**2.** Le conseil désignera le président et les autres membres du bureau. Le président devra être l'un des recorders de la cité. Le deuxième membre sera un entrepreneur en construction de bâtisses, et le troisième devra être ingénieur civil en construction de bâtisses ou architecte.

Serment.

**3.** Avant d'entrer en fonction, tout membre du bureau devra prêter le serment suivant devant le maire ou le greffier de la cité :

"Je, A.B., nommé membre du Bureau de revision pour la cité de Québec, déclare sous serment que je remplirai les devoirs de cette fonction suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi Dieu me soit en aide !"

Vacances.

**4.** Nulle vacance parmi les membres du bureau n'enlève à ceux qui restent le droit d'exercer leur fonction, mais cette vacance doit être remplie par le conseil, sur rapport du comité administratif, dans un délai de soixante jours.

Inéligibi-  
lité.

**5.** Aucun membre du bureau ne peut être maire ou échevin ou à l'emploi d'une municipalité ou d'un gouvernement, ou député fédéral ou provincial, ou membre d'un conseil législatif gouvernemental, ou du Sénat du Canada, ou commissaire d'écoles.

Quorum.

**6.** Le quorum des séances du bureau est de deux membres, mais dans le cas de partage égal des voix, le président a, en sus de son droit de vote comme membre du bureau, voix prépondérante.

Vice-pré-  
sident.

**7.** En l'absence du président, le vice-président présidera les séances. Il aura tous les pouvoirs et devoirs du président,

**11.** Section 214 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 214, replaced.

**"214. 1.** There is created by this act a Board of Revision of Valuation which shall be composed of three members, one of whom shall be designated as chairman and another as vice-chairman, appointed by the council upon a report of the administration committee. Such members may be appointed for the necessary time and their salaries shall be fixed by the council in accordance with the ordinary procedure, excepting as regards the chairman who shall not be entitled to any indemnity.

Board of  
Revision  
of Valua-  
tion.

**2.** The council shall designate the chairman and the other members of the Board. The chairman must be one of the city Recorders. The second member shall be a building contractor, and the third must be a building construction engineer or an architect.

Chair-  
man, etc.

**3.** Before taking office, every member of the Board shall take the following oath before the mayor or the city clerk:

Oath.

"I, A.B., appointed a member of the Board of Revision for the city of Quebec, declare on oath that I will perform the duties of such office according to law, with fidelity, impartiality, honesty and diligence. So help me God."

**4.** No vacancy among the members of the Board shall deprive the remaining members of the right to exercise their functions, but such vacancy shall be filled by the council, on a report from the administrative committee, within a delay of sixty days.

Vacancies.

**5.** No member of the Board may be mayor or an alderman, or be in the employ of a municipality or of any government, or be a member of the House of Commons of Canada, or of a provincial legislative assembly or legislative council or of the Senate of Canada, or be a school commissioner.

Ineligi-  
bility.

**6.** The quorum for meetings of the Board shall be two members, but in the case of a tie vote, the chairman shall have, in addition to his vote as member of the Board, a casting-vote.

Quorum.

Casting-  
vote.

**7.** In the absence of the chairman, the vice-chairman shall preside at the meetings. He shall have all the powers and

Vice-  
chairman.

sauf les pouvoirs mentionnés au paragraphe 10 du présent article.

Crédits  
nécessaires.

8. Le Bureau de revision soumettra au comité exécutif toutes les demandes de crédits nécessaires à l'administration du bureau, en la manière prescrite par la loi et les règlements pour les autres services municipaux, et il a, quant au personnel, aux frais d'expertise, aux frais de sténographie et autres dépenses de bureau, les mêmes pouvoirs et responsabilité qu'un chef de service.

Convoca-  
tion d'as-  
semblée.

9. Le président convoque ses collègues chaque fois qu'a lieu une assemblée régulière du bureau, ou qu'il a besoin de les consulter, ou de leur confier l'étude des questions particulières sur lesquelles il désire avoir leur avis. Ces convocations sont faites par le secrétaire, sur l'ordre du président.

Séances  
publiques.

Chaque fois que le bureau entend une plainte relativement à une entrée au rôle, ces séances sont publiques, à moins qu'il n'en décide autrement.

Témoins.

Les témoins qui comparaissent devant lui doivent être assermentés par le président, lequel est autorisé à ce faire.

Questions  
de droit.

10. Le président décide des questions de droit relatives aux plaintes qui sont du ressort du bureau.

Pouvoirs  
et devoirs  
du bureau.

11. Le bureau doit adopter des règles pour la conduite des affaires qui sont portées devant lui, exiger la production de tous renseignements et documents de nature à éclairer, et d'une façon générale, déterminer la procédure à suivre pour l'examen de ces affaires.

Idem.

12. Le bureau peut en tout temps déterminer la façon selon laquelle les cotiseurs devront procéder à leur travail, préparer les formules, documents et livres dont ils devront se servir, prescrire les données et renseignements que les cotiseurs devront obtenir et inscrire dans leurs livres ou sur lesdits documents, et donner ses instructions, en conséquence, au chef cotiseur.

Idem.

13. Le bureau est autorisé à faire comparaître devant lui un ou plusieurs cotiseurs, afin de savoir de quelle façon et selon quels principes ils ont procédé à leurs évaluations généralement ou dans un cas particulier, et sur quelles données ces évaluations sont fondées.

Fixation  
d'évalua-  
tion.

Il peut, lorsqu'il le juge à propos, après avoir entendu les cotiseurs intéres-

ses, les pouvoirs mentionnés en sous-section 10 de cette section.

Credits.

8. The Board of Revision shall submit to the executive committee all applications for credits necessary for the administration of the Board, in the manner prescribed by law and the by-laws for the other municipal departments and, in respect of staff, costs of appraisals, costs of stenography and other office expenses, it shall have the same powers and responsibilities as a head of a department.

Meetings.

9. The chairman shall convene his colleagues whenever a regular meeting of the Board is held or when he needs to consult them, or desires to entrust them with the study of particular questions on which he wishes to have their advice. These convocations shall be made by the secretary on the order of the chairman.

Meetings  
public.

Each time the Board hears a complaint relating to an entry in the roll, such meetings shall be public, unless it shall decide otherwise.

Witnesses.

The witnesses who appear before it shall be sworn by the chairman, who is authorized to do so.

Questions  
of law.

10. The chairman shall decide questions of law relating to the complaints which are within the competence of the Board.

Powers  
and duties  
of Board.

11. The Board shall adopt rules for the transaction of the business brought before it, require the production of all information and documents calculated to enlighten it and, in a general way, determine the procedure to be followed for the examination of such business.

Idem.

12. The Board may at any time determine the manner in which the assessors shall proceed with their work, prepare the forms, documents and books which they shall use, prescribe the data and information that the assessors shall obtain and enter in their books or on the said documents, and give its instructions, accordingly, to the chief assessor.

Idem.

13. The Board is authorized to compel the appearance before it of one or several assessors, in order to know in what manner and according to what principles they have proceeded to establish their valuations generally, or in a particular case, or on what basis such valuations are founded.

Fixing  
valuation.

The Board may, whenever it deems it proper, after having heard the interested

sés, déterminer seul ou avec le concours d'experts, les évaluations dont il s'agit.

assessors, proceed itself or with the assistance of experts to determine the valuations concerned.

**Décision.** La décision prend effet à compter de la date du certificat d'évaluation, conformément au paragraphe 21 du présent article.

The decision shall take effect from the date of the valuation certificate, in accordance with subsection 21 of this section.

**Avis au contribuable.** 14. Le bureau ne peut autoriser ni ordonner aucune modification au rôle d'évaluation, à moins d'en aviser le contribuable intéressé et de lui donner en même temps, par lettre recommandée, avis préalable d'au moins dix jours de se présenter devant lui pour faire valoir ses objections.

14. The Board can neither authorize nor order any change in the valuation roll, unless it has advised the interested taxpayer and has at the same time given him, by registered letter, at least ten days' previous notice to appear before the Board in order to present his objections.

**Certificat.** Le certificat d'évaluation prescrit par la présente loi doit indiquer qu'un avis a été donné et que la partie intéressée a omis de comparaître, ou de se présenter après avoir comparu, ou a été entendue.

The valuation certificate prescribed by this act must indicate that notice has been given and that the interested party has neglected to appear, or to present himself after having appeared, or has been heard.

**Change-ments.** 15. Dès qu'il a reçu le certificat d'évaluation, le chef cotiseur doit effectuer les changements ainsi ordonnés par le Bureau de revision.

15. As soon as he has received the valuation certificate, the chief assessor shall make the changes thus ordered by the Board of Revision.

**Plaintes.** 16. Le Bureau de revision entend également toutes les plaintes produites légalement chaque année, dans les délais prescrits, contre les évaluations inscrites aux rôles d'évaluation réguliers ou supplémentaires, dont l'audition est de sa compétence en vertu de la présente loi.

16. The Board of Revision shall also hear all complaints produced legally, each year, within the required delays, against the valuations entered on the regular or supplementary valuation rolls, the hearing whereof is within its power in virtue of this act.

**Idem.** Le Bureau de revision entend ces plaintes et rend ses décisions dans le plus court délai possible.

The Board of Revision shall hear these complaints and render its decisions within the shortest possible delay.

**Augmen-tation.** Le Bureau de revision, s'il est d'avis que l'estimation de la valeur immobilière ou de la valeur locative dont on se plaint doit être augmentée plutôt que réduite ou maintenue, peut ordonner cette augmentation. Dans ce cas, le paragraphe 14 du présent article ne s'applique pas.

The Board of Revision, if it be of the opinion that the estimate of the immovable value or of the rental value complained of should be increased rather than reduced or maintained, may order such increase. In such case, subsection 14 of this section shall not apply.

**Paiement.** Si l'estimation est maintenue ou augmentée, le contribuable est tenu de payer les impôts qui en résultent et les intérêts suivant la loi.

If the estimate is maintained or increased, the taxpayer must pay the resultant imposts and interest according to law.

**Avis d'au-dition.** 17. Aucune plainte ne peut être entendue, à moins qu'un avis d'audition d'au moins deux jours francs n'ait été donné au contribuable intéressé, sous la signature du secrétaire du bureau.

17. No complaint may be heard unless a notice of hearing of at least two clear days has been given to the interested taxpayer, under the signature of the secretary of the Board.

**Procès-verbal.** 18. Le secrétaire doit tenir un procès-verbal exact et fidèle des affaires qui sont soumises au bureau, des procédures qui sont faites devant celui-ci et des décisions qu'il rend. Les minutes de toute séance

18. The secretary shall keep true and exact minutes of all matters submitted to the Board, of the proceedings made before it and of the decisions which are rendered by it. The minutes of every meeting



sont signées par le président de l'assemblée et le secrétaire.

Motifs. 19. Dans tous les cas, le bureau, en émettant le certificat d'estimation, motive sommairement les changements ordonnés.

Examen d'évaluation. 20. Le chef cotiseur peut soumettre toute évaluation à l'examen du Bureau de revision.

Certificat d'évaluation. 21. Lorsque le Bureau de revision refait une estimation ou lorsque, après une plainte, il ordonne ou autorise une modification aux rôles, il en avise le chef cotiseur en émettant un certificat d'évaluation, signé par son président.

Témoins, etc. 22. Le Bureau de revision peut assigner tous témoins, procéder à l'interrogatoire des parties et de leurs témoins, peut procéder lui-même à faire ou à faire faire des expertises, de façon à se mettre en mesure de se prononcer sur la valeur des biens sous examen.

Mode d'assignation. 23. Les témoins sont assignés par subpœna émis par le Bureau de revision, sous la signature du secrétaire. Ils ont le droit de réclamer de la partie qui les a assignés le paiement des frais que la Cour du recorder accorde généralement en semblable matière.

Témoignages, etc. Les témoignages seront notés au moyen de la sténographie, par un sténographe officiel choisi par le bureau, lorsque l'une ou l'autre des parties ou le bureau l'exige. Le Bureau de revision pourra, à sa discrétion, accorder ou refuser les frais, ou les compenser entre les parties.

Visite des immeubles, etc. 24. Les membres du Bureau de revision ont droit de visiter les immeubles inscrits au rôle. Les avis que le Bureau de revision est tenu, en vertu du paragraphe 14 du présent article, de donner à un contribuable en particulier, sont donnés par lettre recommandée à l'adresse du contribuable intéressé, telle qu'inscrite aux rôles d'évaluation.

Nominations. 25. Le conseil doit, sur rapport du comité administratif, nommer, avant le premier septembre 1945, les membres du Bureau de revision qui remplaceront "Le Bureau des cotiseurs", établi par l'article 214 de la loi 19 George V, chapitre 95; toutefois, le Bureau des cotiseurs continuera à exercer ses fonctions jusqu'au premier septembre 1945. Si, à cette date, certaines plaintes n'avaient pas encore été décidées, le Bureau de revision pourra

must be signed by the chairman of the meeting and by the secretary.

19. In all cases the Board, when issuing a valuation certificate, shall state summarily the reasons for the changes ordered. Reasons for changes.

20. The chief assessor may submit any valuation for examination by the Board of Revision. Examination of valuation.

21. When the Board of Revision re-makes a valuation, or when, after a complaint, it orders or authorizes a change in the rolls, it shall advise the chief assessor thereof by issuing a valuation certificate signed by its chairman. Valuation certificate.

22. The Board of Revision may call any witnesses, proceed with the questioning of parties and their witnesses, and proceed itself with the making of appraisals or causing the same to be made, in order to enable it to decide on the value of the property under examination. Witnesses, etc.

23. The witnesses shall be summoned by subpœna issued by the Board of Revision over the signature of the secretary. They shall have the right to claim from the party summoning them payment of the costs generally allowed by the Recorder's Court in like matters. Subpœna. Costs.

The depositions of the witnesses shall be taken in shorthand by an official stenographer chosen by the Board, when either party or the Board so requires. The Board of Revision may, in its discretion, grant or refuse the costs or compensate them between the parties. Depositions, etc.

24. The members of the Board of Revision shall have the right to visit the immovables entered on the roll. The notices which the Board of Revision is held to give, in virtue of subsection 14 of this section, to a particular ratepayer, shall be given by registered letter at the address of the interested ratepayer as entered on the valuation rolls. Visit to immovables, etc.

25. The council, on a report from the administrative committee, shall appoint, before the 1st of September, 1945, the members of the Board of Revision, who shall replace the "Board of Assessors" established by section 214 of the act 19 George V, chapter 95; nevertheless, the Board of Assessors shall continue to exercise its functions until the 1st of September, 1945. If, at that date, any complaints have not yet been decided, the Board of



entendre et juger ces plaintes, conformément aux prescriptions du présent article."

Revision may hear and determine such complaints in accordance with the provisions of this section."

1929, c. 95, a. 215, ab.  
**12.** L'article 215 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

1929, c. 95, s. 215, repealed.  
**12.** Section 215 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed.

Id., a. 216, remp.  
**13.** L'article 216 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 7 George VI, chapitre 50, article 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

Id., s. 216, replaced.  
**13.** Section 216 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 7 George VI, chapter 50, section 7, is again replaced by the following:

Avis que le rôle a été complété.  
"216. a) Aussitôt que les cotiseurs ont complété le rôle d'évaluation des immeubles, le rôle d'évaluation des taxes personnelles et d'affaires ou de toutes autres taxes, le trésorier de la cité donnera un avis annonçant que ces rôles ont été complétés, chaque jour juridique, pendant trois semaines consécutives, dans un journal français et dans un journal anglais de la cité. A l'expiration de cette période chacun des cotiseurs transmettra au trésorier de la cité le rôle du quartier dont il a charge, dûment certifié sous serment et dès lors, ces rôles, excepté dans le cas où il y a appel, deviennent obligatoires à l'égard de toutes personnes qui y sont nommées ou imposées pour les montants fixés sur lesdits rôles respectivement, et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau ou de nouveaux rôles aient été complétés et mis en vigueur suivant les dispositions de cette charte.

Notice of deposit of roll.  
"216. a. As soon as the assessors shall have completed the valuation roll of immoveables, and the valuation roll of personal and business or other taxes, the city treasurer shall publish a notice that such rolls have been completed, every juridical day during three consecutive weeks, in a French and in an English newspaper of the city. At the expiration of such period each assessor shall transmit to the city treasurer the roll for the ward of which he has charge, duly certified under oath, and thereupon such rolls, except in the case of an appeal, shall become obligatory with respect to any person named or assessed therein for the sums stated in the said rolls respectively, and shall remain in force until a new roll or rolls have been completed and put into force, in accordance with the provisions of this charter.

Plaintes. Toute personne qui se croit lésée par quelque entrée faite dans les rôles susdits doit en porter plainte devant le Bureau de revision de la cité, par écrit, et sous serment. Cette plainte écrite doit être déposée, durant la période susdite, au Bureau de revision et le secrétaire de ce bureau doit donner aux intéressés à leur dernière adresse connue un avis des jours et heures où ils seront entendus.

Complaints. All persons considering themselves aggrieved by any entry, in the said rolls, shall file a complaint before the Board of Revision of the city, in writing, and under oath. Such complaint shall be filed during the aforesaid period with the Board of Revision, and the secretary of the said board shall give to the persons concerned at their last known address, notice of the days and hours when they will be heard.

Montant non contesté établi par le trésorier. b) Dans le cas où une plainte a été faite et que, lors de la mise en vigueur de ces rôles, cette plainte n'a pas encore été décidée finalement, le trésorier de la cité établit le montant payable par les personnes intéressées sur la partie non contestée de l'évaluation ou de la taxe, et il en fait une entrée sous sa signature en regard du nom de telles personnes.

Interim assessment.  
b. In the case of a complaint being made and when, at the time of the putting into force of such rolls, such complaint has not yet been finally decided, the city treasurer shall establish the amount payable by the interested persons on the uncontested portion of the valuation or of the tax, and shall make entry thereof over his signature, opposite the name of the complainant.

Dépôt du rôle. c) Aussitôt que le rôle d'imposition des taxes foncières sera complété, il devra être

Roll to be deposited.  
c. The real estate tax roll, as soon as completed, shall be duly certified by the

dûment certifié par le chef de la cotisation et déposé au bureau du trésorier de la cité.

Erreurs. d) Le trésorier de la cité pourra corriger toute erreur d'écriture sur les rôles précités."

1929, c. 95, aa. 217-219, ab. **14.** Les articles 217, 218 et 219 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont abrogés.

Id., a. 220, remp. **15.** L'article 220 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Appel à la Cour du recorder. **"220.** Tout contribuable qui a porté une plainte au sujet de quelque entrée ou omission aux rôles d'évaluation et qui se croit lésé par la décision du Bureau de revision peut, dans un délai de huit jours à compter de la signification par écrit de cette décision, en appeler, par requête, à la Cour du recorder."

1929, c. 95, a. 221, remp. **16.** L'article 221 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Production de la requête, etc., à la Cour du recorder. **"221.** Cette requête, ainsi qu'une copie des procédures faites devant le Bureau de revision, certifiées par le secrétaire dudit bureau, sont produites au greffe de la Cour du recorder, après quoi le greffier de ladite cour donne au requérant avis du jour et de l'heure où ladite cour instruirait cette requête.

Sténographie. Les dépositions devront être prises en sténographie devant la Cour du recorder, qui, par son jugement, adjugera sur le coût de ces dépositions."

1929, c. 95, a. 223, remp. **17.** L'article 223 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 2 George VI, chapitre 104, article 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

Appel à la Cour supérieure. **"223.** Celui qui n'est pas satisfait de la décision de la Cour du recorder, au sujet de cette plainte, peut, dans les dix jours qui suivent cette décision, en appeler à la Cour supérieure dont le jugement sera final et sans appel. Cependant, lorsque le montant contesté de l'évaluation de la propriété en cause excède vingt-cinq mille dollars, ou encore, si la contestation a trait à la valeur locative, lorsque le montant contesté excède cinq mille dol-

chief assessor and deposited in the office of the city treasurer.

d. The city treasurer may correct any clerical errors on the above-mentioned rolls."

**14.** Sections 217, 218 and 219 of the act 19 George V, chapter 95, are repealed.

**15.** Section 220 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

**"220.** Every ratepayer who has made a complaint respecting an entry in or omission from the valuation rolls and who considers himself aggrieved by the decision of the Board of Revision, may, within a delay of eight days from the service in writing of such decision, appeal therefrom, by petition to the Recorder's Court."

**16.** Section 221 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

**"221.** Such petition, as well as a copy of the proceedings had before the Board of Revision, certified by the secretary of the said board, shall be filed in the office of the clerk of the Recorder's Court, who shall give the petitioner notice of the day and hour when the said court will take cognizance of such petition.

The depositions shall be taken in shorthand before the Recorder's Court, which by its judgment shall adjudge as to the cost of such depositions."

**17.** Section 223 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 2 George VI, chapter 104, section 7, is again replaced by the following:

**"223.** The party who is not satisfied with the decision of the Recorder's Court in connection with the said complaint may, within ten days following such decision, appeal to the Superior Court, whose judgment shall be final and without appeal. Nevertheless, when the contested amount of the valuation of the property concerned exceed twenty-five thousand dollars, or again, if the contestation relates to the rental value and the contested amount

lars, il y aura en ces cas appel directement à la Cour du banc du roi.

Procédure.

Les appels, tant devant la Cour supérieure que devant le Cour du banc du roi, seront faits d'après un dossier conjoint constitué selon l'article 1223 du Code de procédure civile, et sans nouvelle enquête."

exceeds five thousand dollars, in such cases an appeal shall lie direct to the Court of King's Bench."

Appeals, whether before the Superior Court or before the Court of King's Bench, shall be made according to a joint record made up in accordance with article 1223 of the Code of Civil Procedure, and without further proof."

1929, c. 95, a. 303, remp.

**18.** L'article 303 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 102, article 60 et modifié par la loi 3 George VI, chapitre 102, article 21, est de nouveau remplacé par le suivant:

**18.** Section 303 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, section 60, and amended by the act 3 George VI, chapter 102, section 21, is again replaced by the following:

Dépenses autorisées.

**"303.** A l'occasion de réjouissances publiques, de démonstrations d'un caractère public et populaire, de réceptions faites à des corps étrangers et à des personnages distingués, pour allocation pour terrains de jeux, pour assurer des concerts, sur les places publiques de la cité, ou pour accorder des secours dans le cas d'incendie ou d'autres grandes calamités, ou pour favoriser le tourisme et la tenue de congrès et conventions dans la cité ou pour des œuvres charitables notoires, il est loisible au conseil, sur recommandation du comité administratif à cette fin, de voter ou d'autoriser la dépense d'une somme n'excédant pas vingt mille dollars dans le cours de chaque année, ladite somme à être prise sur le fonds de réserve pour dépenses imprévues.

**"303.** On the occasion of public rejoicings, of demonstrations of a public and popular character, of receptions of foreign public bodies and of distinguished personages, for grants to playgrounds or for the purpose of providing for public concerts in the public squares of the city, or for granting relief in cases of fire or other great calamity, or to encourage tourist traffic and the holding of congresses and conventions in the city, or for known charitable works, it is lawful for the said council, on a recommendation to that effect from the administrative committee, to vote or authorize the expenditure of an amount not exceeding twenty thousand dollars in any one year, such sum to be taken from the fund reserved for unforeseen expenses.

Exposition.

La cité est autorisée à voter une somme n'excédant pas dix mille dollars, aux conditions qu'elle jugera convenables, pour la tenue d'une exposition agricole ou industrielle dans ou près de ses limites.

The city is authorized to vote a sum not exceeding ten thousand dollars on such conditions as it thinks proper, for the holding of an agricultural or industrial exhibition within or near the city limits.

Office du tourisme, etc.

La cité est autorisée à organiser un "office du tourisme et de l'industrie" et à lui voter un octroi annuel n'excédant pas quarante mille dollars."

The city is authorized to organize a Bureau. "Tourist Traffic and Industry Bureau" and to vote an annual grant to it not exceeding forty thousand dollars."

1929, c. 95, a. 306, remp.

**19.** L'article 306 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

**19.** Section 306 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Octroi.

**"306.** La cité est autorisée à déboursier quatre mille cinq cents dollars par année, dont deux mille dollars pour payer le loyer des dispensaires de la Ligue antituberculeuse de Québec et la balance comme octroi et aide à ladite ligue.

**"306.** The city is authorized to expend four thousand five hundred dollars a year, two thousand dollars whereof to pay the rent of the dispensaries of *La Ligue antituberculeuse de Québec*, and the balance as a grant to aid the said league.



Octroi additionnel. De plus, à compter du premier mai 1945, la cité payera annuellement une somme de cinq mille dollars, pendant cinq ans, à la Ligue antituberculeuse de Québec, pour l'établissement et le maintien d'une colonie de vacances."

1929, c. 95, a. 336, § 154, remp. **20.** Le paragraphe 154° de l'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 8, est de nouveau remplacé par le suivant:

Enlèvement de la neige, etc. "154° Pour décréter que la cité se chargera de l'enlèvement de la neige ou de la glace dans ses rues ou dans quelques-unes, ou dans certaines parties de ses rues, ainsi que sur les trottoirs de ses rues ou parties de rues; pour décréter que la cité, au lieu de faire l'enlèvement de la neige et de la glace, tel que ci-dessus, se chargera de faire le grattage ou le soufflage de la neige, en laissant aux propriétaires riverains l'enlèvement de la neige ou de la glace des rues, parties de rues et trottoirs en, par eux, payant le coût réel dudit grattage ou soufflage; pour obliger les personnes tenues à l'enlèvement de la neige ou de la glace à rembourser à la cité le coût de revient de l'enlèvement, par la cité, de la neige ou de la glace, déduction faite de ce qui doit être payé par The Quebec Railway, Light & Power Company, ou par toute autre compagnie de tramway électrique dans les rues traversées par ce tramway électrique, et pour régler le mode de recouvrement et de perception de la dépense faite par la cité à cette fin; et, en attendant le recouvrement, la cité est autorisée à emprunter, sur bons du trésor, le montant nécessaire pour payer cette dépense.

Coût Le coût de l'enlèvement, du grattage ou du soufflage de la neige ou de la glace pourra être réparti entre les propriétaires riverains de toute rue, groupe de rues ou zone suivant la longueur de leurs propriétés.

Répartition Si l'enlèvement de la neige est municipalisé dans toute la cité, le Conseil devra répartir uniformément le coût dudit service en chargeant le même taux dans toute la cité et en prenant comme base l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement.

In addition, from and after the 1st of May, 1945, the city shall pay annually a sum of five thousand dollars, during five years, to *La Ligue antituberculeuse de Québec* for the establishment and maintenance of a holiday camp."

**20.** Paragraph 154 of section 336 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 8 George VI, chapter 47, section 8, is again replaced by the following:

"154. To declare that the city shall undertake to remove snow or ice from its streets or from some of the said streets or from certain portions of the said streets as well as from the sidewalks of such streets or parts of streets; to declare that the city, instead of removing snow and ice, as above, shall undertake to scrape or blow away the snow, leaving to the bordering property-owners, the removal of the snow or ice from the streets, parts of streets and sidewalks, they paying the actual cost of the scraping or blowing away; to compel the persons obliged to remove such snow or ice to repay the city the actual cost of the removal of such snow or ice by the city, after deducting what has to be paid by the Quebec Railway, Light and Power Company or any other electric tramway company on such streets as are traversed by such electric tramway, and to regulate the manner of recovering and collecting the expense incurred by the city for that object; and, while awaiting recovery, the city is authorized to borrow by means of treasury bonds the amount necessary to pay such expense.

The cost of removing, scraping or blowing away the snow or ice may be apportioned between the bordering property-owners of any street, group of streets or zone according to the length of their properties.

If the removal of snow is municipalized throughout the city, the council must apportion the cost of the said service uniformly by charging the same rate throughout the city by taking as a basis the valuation of the immoveable properties or of the ground only.



Effet.

Ce dernier mode de répartition du coût du service n'aura pas pour effet de lui conférer un caractère de taxe.

Propriétaires non imposables.

Les propriétaires d'immeubles non imposables seront tenus de payer pour le service de la neige comme les autres contribuables.

Réserve.

La cité est autorisée à inclure dans le coût de l'enlèvement, du grattage ou du soufflage de la neige, en tout endroit où ce service est municipalisé, un certain montant en vue de créer un fonds de réserve pour stabiliser le coût de tel service;".

The latter method of apportioning the cost of the service shall not have the effect of enduing it with the character of a tax.

The owners of non-taxable immovables shall be obliged to pay for the snow service like the other taxpayers.

Non-taxable owners.

The city is authorized to include in the cost of removing, scraping or blowing away the snow, wherever such service is municipalized, a sum to create a reserve fund to stabilize the cost of such service;".

Reserve.

1929, c. 95, a. 421, remp.

**21.** L'article 421 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Trottoirs.

"**421.** Sans préjudice des dispositions des articles 417, 418, 419 et 420 de la présente charte, le conseil peut, par résolution, déterminer et indiquer dans quelles rues ou parties de rues des trottoirs permanents seront construits, et, après cette résolution, l'ingénieur de la cité pourra, en tout temps, construire ou exiger la construction de ces trottoirs, à frais divisés entre la cité et le propriétaire."

**21.** Section 421 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 421, replaced.

"**421.** Without prejudice to the provisions of sections 417, 418, 419 and 420 of this charter, the council may, by resolution, determine and indicate in which streets or parts of streets permanent sidewalks are to be made, and after such resolution the city engineer may at any time make or require the making of such sidewalks, the cost to be divided between the city and the proprietor."

Side-walks.

1929, c. 95, aa. 422, 423, ab.

**22.** Les articles 422 et 423 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont abrogés.

**22.** Sections 422 and 423 of the act 19 George V, chapter 95, are repealed.

1929, c. 95, ss. 422, 423 repealed.

Id., a. 424, remp.

**23.** L'article 424 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Mode de construction.

"**424.** Le conseil détermine alors, par résolution, quels matériaux seront employés pour la construction des trottoirs; et, après l'adoption de cette résolution, l'ingénieur de la cité pourra demander des soumissions pour la construction des trottoirs, à moins que la cité ne préfère faire les travaux elle-même."

**23.** Section 424 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Id., s. 424, replaced.

"**424.** The council shall thereupon, by resolution, determine what materials shall be used in making the sidewalks; and, after the passing of such resolution, the city engineer may call for tenders for making such sidewalks, unless the city prefers to do the work itself."

Material, etc. for sidewalks.

1929, c. 95, a. 557, remp.

**24.** L'article 557 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Recorders, etc.

"**557.** Il y aura deux recorders pour la cité de Québec dont un recorder en chef, et il y a une cour d'archives appelée "La Cour du recorder de la cité de Québec", laquelle est présidée par l'un ou l'autre des recorders. Néanmoins, ladite cour pourra siéger simultanément en deux chambres séparées et être présidée par un recorder."

**24.** Section 557 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 557, replaced.

**557.** There shall be two recorders for the city of Quebec, one of whom shall be chief recorder, and there shall be a court of record called "Recorder's Court of the City of Quebec", which shall be held by either of the recorders. Nevertheless, the said court may sit simultaneously in two separate rooms and be held by a recorder."

Recorders, etc.

1929, c.  
95, a. 561,  
remp.

**25.** L'article 561 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Éligibili-  
té.

"**561.** Les recorders de la cité seront des avocats inscrits au Barreau de la province de Québec, ayant au moins dix ans de pratique et seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bonne conduite; ils seront *ex officio* juges de paix dans et pour la cité et le district de Québec."

1929, c.  
95, a. 562,  
remp.

**26.** L'article 562 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Révoca-  
tion.

"**562.** Les recorders de la cité peuvent être révoqués par le lieutenant-gouverneur, sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative."

1929, c.  
95, a. 563,  
remp.

**27.** L'article 563 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 16 de la loi 8 George VI, chapitre 47, est de nouveau remplacé par le suivant:

Traite-  
ments.

"**563.** Le traitement du recorder en chef est fixé à sept mille cinq cents dollars par année et celui du recorder à six mille cinq cents dollars, payables mensuellement, par paiements égaux à même les fonds de la cité.

Recorder  
en chef.

Le recorder en chef aura, à la Cour du recorder, les pouvoirs que possède le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la Cour supérieure relativement à ladite Cour supérieure et aux juges de cette cour.

Membre  
du comité.

Lorsque la charte de la cité nomme le recorder comme membre *ex officio* d'un comité, ce sera le recorder en chef qui fera partie de ce comité, et en cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, l'autre recorder pourra remplir les mêmes fonctions."

1929, c.  
95, a.  
565b,  
remp.

**28.** L'article 565b de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 18, est remplacé par le suivant:

Pension à  
la veuve  
d'un re-  
corder.

"**565b.** A compter du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un recorder, une pension de quinze cent dollars par année sera payée à sa veuve, si ledit recorder décède alors qu'il est à sa pension ou durant l'exercice de ses fonctions.

**25.** Section 561 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 561, replaced.

"**561.** The recorders of the city shall be barristers of the Province of Quebec, of at least ten years standing, and shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council during good conduct; they shall be *ex officio* justices of the peace in and for the city and district of Quebec." Qualifications, etc.

**26.** Section 562 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 562, replaced.

"**562.** The city recorders may be dismissed by the Lieutenant-Governor on a joint address of the Legislative Council and Legislative Assembly." Dismissal.

**27.** Section 563 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, as replaced by the act 8 George VI, chapter 47, section 16, is again replaced by the following: 95, s. 563, replaced.

"**563.** The salary of the chief recorder shall be seven thousand five hundred dollars per annum, and that of the recorder six thousand five hundred dollars, payable monthly in equal instalments, out of the funds of the city. Salaries.

The chief recorder shall have, with respect to the Recorder's Court, the powers possessed by the chief justice or acting chief justice of the Superior Court respecting the said Superior Court and the judges thereof. Chief recorder.

Whenever under the city charter, the recorder is designated as a member *ex officio* of any committee, it shall be the chief recorder who shall act on such committee, and, if he should be absent or unable to act, the other recorder may perform the same duties." Member of committee.

**28.** Section 565b of the act 19 George V, chapter 95, as enacted by the act 8 George VI, chapter 47, section 18, is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 565b, replaced.

"**565b.** From and after the first day of the month following the death of a recorder, a pension of fifteen hundred dollars a year shall be paid to his widow if the said recorder dies while he is on his pension or during the term of his office. Pension to widow of recorder.

Cette pension sera payable annuellement à sa veuve en douze paiements mensuels égaux, sa vie durant et pendant viduité."

Such pension shall be payable annually to his widow in twelve equal monthly payments, for life, during her widowhood."

1939, c. 102, a. 9, remp. Règle-  
ments de construction.

**29.** L'article 9 de la loi 3 George VI, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

**29.** Section 9 of the act 3 George VI, 1939, c. 102, s. 9, replaced.  
Building by-laws.

**29.** Section 9 of the act 3 George VI, chapter 102, is replaced by the following:

"9. Aux fins de conserver à la cité son cachet de ville historique et de respecter le caractère ancien de certaines rues, à la basse-ville ou à l'intérieur des fortifications, le conseil pourra passer des règlements:

"9. For the purpose of preserving Quebec's character of an historic city and of maintaining the old-world character of certain streets in the Lower Town and within the walls, the council may pass by-laws:

a) pour fixer la hauteur minimum et maximum des édifices;

a. To fix the minimum and maximum height of buildings;

b) pour contrôler l'aspect architectural et esthétique des édifices, quant à leur apparence extérieure et leur destination;

b. To control the architectural and æsthetic aspects of buildings, as regards their external appearance and the purpose for which they are intended to be used;

c) pour prohiber ou autrement régler la démolition de certains édifices qui ne constituent pas un danger public, et leur reconstruction;

c. To prohibit or otherwise regulate the demolition of certain buildings which are not a source of danger to the public, and for the reconstruction thereof;

d) pour contrôler la nature des matériaux et les ouvertures des murs apparents;

d. To control the nature of materials and the openings in outside walls;

e) pour déterminer les lignes et pentes de toitures;

e. To determine the lines and slopes of roofs;

f) pour prohiber les enseignes ou panneaux-réclames sur les toitures;

f. To prohibit signs or signboards on roofs;

g) pour réglementer la présence et l'installation d'enseignes ou panneaux-réclames sur la façade des édifices et sur les terrains privés.

g. To regulate the existence and erection of signs or signboards on the front of buildings and on private land.

Approba-  
tion. Ces règlements devront être approuvés par la Commission d'urbanisme de la cité de Québec qui surveillera leur application."

Such by-laws must be approved by the Quebec Town-Planning Commission which shall supervise their carrying out."

Octroi. **30.** La cité est autorisée à payer, sur résolution du conseil, une somme annuelle n'excédant pas dix mille dollars et ce, pendant cinq ans, pour l'Oeuvre du Grand Séminaire de Québec.

**30.** The city is authorized to pay, upon resolution of the council, an amount not exceeding ten thousand dollars per annum for a period of five years, for the Oeuvre du Grand Séminaire de Québec.

Commu-  
tation d'é-  
valuation. **31.** Nonobstant la loi 8 George VI, chapitre 37, la cité est autorisée à accorder annuellement, par résolution de son conseil, à tout individu qui, par lui-même ou avec l'aide d'un syndicat formé en vertu de la Loi des syndicats coopératifs, construira ou aura construit une maison à famille unique entre le premier avril 1944 et le premier mai 1948, une commutation de l'évaluation de cet immeuble comme suit:

**31.** Notwithstanding the act 8 George VI, chapter 37, the city is authorized to grant yearly, by resolution of its council, to any person who, himself or with the assistance of a syndicate formed under the Cooperative Syndicates Act, shall build or shall have built a one-family house, between the 1st of April, 1944, and the 1st of May, 1948, a commutation of the valuation of such immovable as follows:

Montant.	Pendant une période n'excédant pas vingt ans, l'évaluation pour fins municipales et scolaires pourra être de cinquante pour cent de la valeur réelle cotisée, à condition que cette valeur réelle ne dépasse pas cinq mille dollars; et les taxes, sauf la taxe d'eau, seront payées d'après l'évaluation établie au présent article.	For a period not exceeding twenty years, the valuation for municipal and school purposes may be at fifty per cent of the assessed real value, upon the condition that such real value does not exceed five thousand dollars; and the taxes, except the water tax, shall be paid according to the valuation established in this section.	Amount.
Extension de privilège.	Ce privilège pourra être étendu à toute propriété d'un seul logement, détachée ou semi-détachée, construite sur des lots acquis en vertu de l'article 15 de la loi 7 George VI, chapitre 50 et ses amendements.	This privilege may be extended to any single-dwelling detached or semi-detached property built on lots acquired in virtue of section 15 of the act 7 George VI, chapter 50, and its amendments.	Extension of privilege.
Condition.	Dans tous les cas ci-dessus mentionnés, le propriétaire devra habiter sa maison et il n'aura droit à aucune autre commutation d'évaluation ou de taxes.	In all the above-mentioned cases, the owner must inhabit his house and shall not be entitled to any other commutation of valuation or taxes.	Condition.
Rétroactivité.	Le présent article s'appliquera à compter du 1er avril 1944.	This section shall apply from the first of April, 1944.	Retroactive effect.
Refinancement.	<b>32.</b> Aux fins de faire disparaître la clause de perpétuité de certains titres émis par la cité de Québec, celle-ci est autorisée à adopter un règlement: 1° pour décréter le rachat de ces titres au prix de cent quarante dollars plus les intérêts courus dans le cas des titres portant intérêt au taux de sept pour cent, et au prix de cent trente dollars plus les intérêts courus, dans le cas des titres portant intérêt au taux de six pour cent; et/ou 2° pour décréter l'échange des titres permanents actuels pour de nouvelles obligations portant intérêt au même taux que celui des titres permanents à remplacer.	<b>32.</b> In order to do away with the clause of perpetuity in certain securities issued by the city of Quebec, the latter is authorized to make a by-law: 1. Ordering the redemption of such securities at a price of one hundred and forty dollars plus accrued interest in the case of securities bearing interest at the rate of seven per cent, and at a price of one hundred and thirty dollars plus accrued interest in the case of securities bearing interest at a rate of six per cent; and/or 2. Ordering the exchange of the present permanent securities for new bonds bearing interest at the same rate as the permanent securities to be replaced.	Refinancing.
Nouvelles obligations.	Aux fins ci-dessus la cité est autorisée à émettre de nouvelles obligations lesquelles deviendront échues vingt ans après la date de leur émission et des contributions annuelles suffisantes devront être versées à un fonds d'amortissement pour en effectuer le rachat dans vingt ans. Dans le cas des obligations émises pour effectuer le paiement des titres rachetés, le taux d'intérêt ne devra pas excéder 4%.	For the above mentioned purposes the city is authorized to issue new bonds which shall fall due twenty years after the date of issue thereof and annual payments shall be made into a sinking-fund sufficient to redeem the same in twenty years. In case of bonds issued to pay for the securities redeemed, the rate of interest shall not exceed 4%.	New bonds.
Avis au détenteur.	Dans les trente jours de l'adoption du règlement, la cité devra informer chaque détenteur ou son représentant par lettre recommandée à la dernière adresse enregistrée dans les livres de la cité, de l'option qu'il peut exercer. A l'expiration du dé-	Within thirty days after the passing of the by-law, the city shall inform each holder or his representative, by registered letter sent to the last address recorded in the books of the city, of the option which he may exercise. After a delay of six	Notice to security holder.



lai de six mois de la date de cet avis, les détenteurs desdits titres devront opter pour l'un ou l'autre des modes de rachat déterminés. Si l'option n'est pas exercée dans le délai prévu, les créanciers devront accepter au pair les nouvelles obligations en échange des titres permanents qu'ils détiennent.

months from the date of such notice, the holders of the said securities must make option for one or other of the methods of redemption determined upon. If the option is not exercised within the prescribed delay, the creditors must accept the new bonds at par in exchange for the permanent securities which they hold.

Pouvoir  
d'em-  
prunt.

**33.** La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars pour prêter en deuxième hypothèque à toute personne, société, corporation ou compagnie à dividende limité, désirant se prévaloir et se prévalant de la Loi nationale du logement, en vue de construire, avec l'aide du gouvernement fédéral, des maisons détachées ou semi-détachées ou à logements multiples n'excédant pas dix; dans ce dernier cas, les plans de même que le site devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec.

**33.** The city is authorized to borrow an amount not exceeding one hundred thousand dollars to lend on second hypothec to any person, association, corporation or limited-dividend company wishing to take advantage of the National Housing Act and actually doing so, with a view to the construction, with the assistance of the Federal Government, of detached or semi-detached houses, or houses containing more than one but not more than ten dwellings; in such last-mentioned case, the plans and the site must be approved by the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Quebec Municipal Commission.

Emission  
d'obliga-  
tions.

**34.** Aux fins ci-dessus, la cité pourra émettre, sur résolution de son conseil, approuvée par la Commission municipale de Québec, des obligations portant un intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période ne dépassant pas vingt ans.

**34.** For the above purposes, the city, upon a resolution of its council approved by the Quebec Municipal Commission, may issue bonds, bearing interest at not more than four per cent per annum payable half-yearly, redeemable by series over a period of not more than twenty years.

Budget.

**35.** Le budget préparé par le comité administratif pour l'exercice financier commençant le premier mai 1945 et se terminant le 30 avril 1946, pourra n'être adopté qu'après le premier mai 1945, mais avant le premier juin 1945, et le comité administratif pourra, avant d'adopter le nouveau budget, autoriser le trésorier à se servir temporairement des deniers en caisse provenant de toute source, pour payer les dépenses imputables aux revenus encourus et exigibles à compter du premier mai. S'il n'y a pas d'argent en caisse ou si le montant est insuffisant, le comité administratif pourra autoriser un emprunt temporaire aux banques, lequel emprunt devra être remboursé immédiatement après l'adoption du budget, soit au moyen de revenus perçus ou au moyen d'un em-

**35.** The budget drawn up by the administrative committee for the fiscal year beginning on the 1st of May, 1945, and closing on the 30th of April, 1946, may only be adopted after the 1st of May, 1945, but before the 1st of June, 1945, and the administrative committee may, before adopting the new budget, authorize the treasurer to use temporarily the cash on hand from any source, to pay expenditures chargeable to revenue incurred and exigible on and after the 1st of May. If there is no cash on hand or the latter is insufficient, the administrative committee may authorize a temporary loan from a bank, which loan must be repaid immediately after the adoption of the budget, either by means of the revenues collected or by means of a regular

prunt régulier, en anticipation de la perception du revenu pour l'exercice en cours.

Dépenses  
légalisées. Toutes les dépenses faites et autorisées par le comité administratif en vertu du présent article sont déclarées avoir été faites légalement.

Nouvel-  
les licen-  
ces, etc. Les nouvelles licences et taxes imposées par les règlements adoptés en même temps que le nouveau budget, seront imposables et dues à compter du premier mai 1945.

Remise de  
taxes. **36.** Pour aider à l'établissement d'industries nouvelles et faciliter l'accroissement des industries existantes, la cité est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, des ristournes ou remises annuelles des taxes foncières payées pour l'année précédente, à l'exception des taxes d'eau et d'école. Ces ristournes ou remises annuelles devront être conformes aux conditions établies par le conseil ainsi qu'au tableau ci-dessous:

- a) Pour toute industrie nouvelle:
  - de 5 à 24 employés.....10%
  - de 25 et au delà ".....15%
- b) Pour tout accroissement d'industries existantes, en prenant comme base le nombre d'employés pour l'année 1945:
  - de 5 à 24 employés additionnels..10%
  - de 25 et au-delà employés additionnels.....15%

Restriction. Aucune telle industrie ne pourra cependant bénéficier de ces ristournes ou remises pour une période de plus de cinq années. Aucune telle ristourne ne sera accordée si l'évaluation imposable des biens-fonds de l'industrie excède cent mille dollars.

1944, c.  
47, a. 28,  
remp. **37.** L'article 28 de la loi 8 George VI, chapitre 47, est abrogé et remplacé par le suivant:

Évaluation  
du Château  
Fronte-  
nac. **"28.** Pour mettre fin aux difficultés judiciaires actuelles, longues et dispendieuses et dans l'intérêt de la cité de Québec, vu les circonstances exceptionnelles, l'évaluation des immeubles formant l'hôtel Château Frontenac, tels qu'existant au premier mai 1942, est établie pour fins de taxation municipale et scolaire à trois millions cinq cent mille dollars pour les exercices financiers 1942-43, 1943-44 et 1944-45 et à trois millions

loan in anticipation of the collection of the revenues for the current fiscal year.

All expenditures made and authorized by the administrative committee in virtue of this section are declared to have been lawfully made. Expendi-  
tures vali-  
dated.

The new licenses and taxes imposed by the by-laws adopted at the same time as the new budget shall be imposable and due as from the 1st of May, 1945. New licen-  
ses, etc.

**36.** To assist the establishment of new industries and facilitate the increase of existing industries, the city is authorized to grant, by resolution of its council, annual reimbursement or remission of real estate taxes paid for the preceding year, with the exception of the water-rate and the school tax. Such annual reimbursement or remission must be in accordance with the conditions laid down by the council and also with the following table: Remission  
of taxes.

- a. For any new industry:
  - of 5 to 24 employees.....10%
  - of 25 and more ".....15%
- b. For any increase of existing industries, based on the number of employees for the year 1945:
  - of 5 to 24 additional employees..10%
  - of 25 and more additional employees.....15%

No such industry, however, may benefit by such reimbursement or remission for a period of more than five years. No such reimbursement shall be granted if the taxable valuation of the real estate of the industry exceeds one hundred thousand dollars. Proviso.

**37.** Section 28 of the act 8 George VI, chapter 47, is repealed and replaced by the following: 1944, c.  
47, s. 28,  
replaced.

**"28.** To put an end to long and expensive litigation now pending, and in the interest of the city of Quebec, in view of the exceptional circumstances, the valuation of the immoveables forming the Château Frontenac hotel, as they existed on the 1st of May, 1942, is fixed, for purposes of municipal and school taxation, at three million five hundred thousand dollars for the fiscal years 1942-43, 1943-44 and 1944-45, and at three million Fixed va-  
luation of  
Château  
Fronte-  
nac.

de dollars pour chacun des dix exercices financiers subséquents."

dollars for each of the ten ensuing fiscal years."

Pouvoir  
d'emprunt  
des com-  
missaires  
d'écoles.

**38.** En sus des pouvoirs conférés par l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 67 le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, nonobstant les dispositions à ce contraires contenues dans l'article 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, ou toute autre loi, est autorisé, par la présente loi, à emprunter, par émission d'obligations ou bons, le montant de cent cinquante mille dollars pour les fins suivantes:

a) établir, acquérir, construire et meubler une résidence attenante à l'école de la paroisse Notre-Dame de Grâce;

b) agrandir et parfaire l'immeuble de l'école actuelle de la paroisse Notre-Dame de Grâce;

c) agrandir et aménager les cours d'écoles affectées à la paroisse Notre-Dame de Grâce et autres paroisses de la cité de Québec;

d) acquérir un emplacement ou site, en vue de la construction d'une première école supérieure centrale;

e) pour toutes fins des sous-paragraphe *a*, *b*, *c* et *d* du présent article, acheter, exproprier et acquérir toutes propriétés, bâtisses et terrains.

Obliga-  
tions.

Ces obligations ou bons seront émis suivant les besoins du bureau et seront rachetables, dans un délai n'excédant pas trente ans, par annuités, semi-annuités ou de toute autre manière que le bureau des commissaires jugera convenable, au taux d'intérêt, n'excédant pas cinq pour cent par année, que le bureau des commissaires pourra fixer.

Emprunts  
temporai-  
res.

Il sera loisible audit Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec d'emprunter temporairement, de toute autre manière, une partie de la somme ci-dessus autorisée.

Autorisa-  
tion.

Cependant, tout emprunt à être fait ou contracté en vertu de la présente loi sera sujet à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des affaires municipales et sur recommandation du surintendant de l'instruction publique.

Entrée en  
vigueur.

**39.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**38.** Over and above the powers granted by section 1 of the act 1 George VI, chapter 67, the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec, notwithstanding the provisions to the contrary contained in section 35 of the act 32 Victoria, chapter 16, or in any other act, is hereby authorized to borrow, by means of an issue of bonds or debentures, the sum of one hundred and fifty thousand dollars, for the following purposes:

*a.* To establish, acquire, construct and furnish a residence attached to the Notre-Dame de Grace parish school;

*b.* To enlarge and complete the immovable of the existing Notre-Dame de Grace parish school;

*c.* To enlarge and equip the schoolyards provided for the parish of Notre-Dame de Grace and other parishes of the city of Quebec;

*d.* To acquire an emplacement or site with a view to the construction of a first central superior school;

*e.* And, for all the purposes of subparagraphs *a*, *b*, *c* and *d* of this section, to purchase, expropriate and acquire any property, buildings and lands.

Such bonds or debentures shall be issued in accordance with the requirements of the said Board, and shall be redeemable, within a delay of not more than thirty years, by annual or semi-annual payments, or in any other manner that the said Board shall deem suitable, at such rate of interest, not exceeding five per cent per annum, as the Board may fix.

The said Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec may borrow temporarily, in any other manner, a portion of the sum above authorized.

However, any loan made or contracted by virtue of this act shall be subject to the authorization of the Lieutenant-Governor in Council upon the report of the Minister of Municipal Affairs and upon the recommendation of the Superintendent of Education.

**39.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Borrow-  
ing by  
Roman  
Catholic  
School  
Commis-  
sioners.

Bond  
issue, etc.

Tempora-  
ry bor-  
rowing.

Authori-  
zation.

Coming  
into force.